



ASIE/LIBAN - Maisons destinées à des musulmans construites sur des terrains vendus par des chrétiens : équilibre confessionnel en danger

Beyrouth (Agence Fides) – Un pressant rappel à freiner l’usage impropre de terrains appartenant à des chrétiens pour y construire des habitations destinées à des musulmans a été lancé lundi 14 octobre par Talal al-Doueihy, responsable du Mouvement « Terre libanaise, notre terre ». L’appel – indiquent des sources libanaises consultées par l’Agence Fides – a été adressé aux institutions publiques et à tous les responsables politiques et religieux chrétiens au cours d’une conférence organisée à Beyrouth afin de dénoncer en particulier le cas récent d’Al-Qaa, un village chrétien dans les environs de Baalbek sur le territoire duquel de vastes terrains avaient été acquis par des musulmans – shiites et sunnites – comme terrains agricoles avant d’être en fin de compte destinés à l’édification de complexes résidentiels destinés à être vendus à des libanais et à des réfugiés syriens appartenant à la communauté religieuse des nouveaux propriétaires. Au cours de la conférence, Maître Bashir Matar, avocat, a dénoncé le cadre d’illégalité dans lequel a été réalisé le changement de destination d’usage des terrains, rapidement pourvus d’adduction d’eau et de réseaux électriques.

L’appel des représentants du mouvement vise à faire respecter avec fermeté les lois et à rappeler tout un chacun à la vigilance face à un phénomène qui contribue à compromettre le délicat équilibre démographique et confessionnel libanais, mis en danger par l’afflux massif de réfugiés provenant de Syrie. Dans tout le pays, le nombre des contentieux portant sur les terrains est en augmentation.

La semaine passée, dans le village chrétien d’Alma, appartenant au district de Zghorta, les résidents avaient protesté parce que les musulmans de la zone d’al-Fuar avaient commencé à construire des maisons sans autorisation. A la fin du mois d’août, le Patriarche d’Antioche des Maronites, S.Em. le Cardinal Bechara Boutros Rai, avait rappelé aux chrétiens qu’il fallait limiter la vente de leurs terrains afin de ne pas mettre en danger l’équilibre démographique sur lequel se base la fragile coexistence libanaise. (GV) (Agence Fides 15/10/2013)